



COMMISSION EUROPÉENNE

Bruxelles, 28.9.2023
C(2023) 6652 final

M. Krišjānis Kariš,
Ministre des affaires étrangères
Ministère des affaires étrangères de la
République de Lettonie
K. Valdemara street 3
LV-1395, Lettonie

Objet: Notification 2023/405/LV

«Modifications de la loi sur la manipulation des produits du tabac, des produits à base de plantes à fumer, des dispositifs électroniques pour fumer et leurs liquides»

Émission d'observations en vertu de l'article 5, paragraphe 2, de la directive (UE) 2015/1535 du 9 septembre 2015

Monsieur,

Dans le cadre de la procédure de notification prévue par la directive (UE) 2015/1535 ⁽¹⁾, les autorités lettones ont notifié à la Commission, le 30 juin 2023, le projet de loi *«Modifications de la loi sur la manipulation des produits du tabac, des produits à base de plantes à fumer, des dispositifs électroniques pour fumer et leurs liquides»* (ci-après le «projet notifié»).

Selon le message de notification, l'objectif du projet notifié est de protéger les intérêts de la santé publique, en particulier ceux des enfants et des jeunes, en établissant une réglementation plus stricte concernant les produits contenant du tabac et de la nicotine, en réduisant leur disponibilité et leur attrait pour les enfants et les jeunes consommateurs, en tenant compte des dommages causés par leur utilisation à la santé et à l'économie lettone dans son ensemble.

L'examen du projet notifié a amené la Commission à émettre les observations suivantes en vertu de l'article 5, paragraphe 2, de la directive (UE) 2015/1535.

¹) Directive (UE) 2015/1535 du Parlement européen et du Conseil du 9 septembre 2015 prévoyant une procédure d'information dans le domaine des réglementations techniques et des règles relatives aux services de la société de l'information, JO L 241 du 17.9.2015, p. 1.

OBSERVATIONS

I. AJOUT DES TERMES «OU CHAUFFAGE» À L'ARTICLE PREMIER, PARAGRAPHE 2

La Commission note que, conformément au point 2 du projet notifié, la modification suivante est introduite à l'article premier, paragraphe 2, de la loi de base (loi sur la circulation des produits du tabac, des produits à base de plantes, des dispositifs électroniques pour fumer et leurs liquides):

«les termes «ou de chauffage» sont ajoutés après le terme «combustion»».

Il en résultera la formulation suivante dans la disposition pertinente de la loi de base:

«produit à base de plantes à fumer — produit à base de plantes, d'herbes ou de fruits qui ne contient pas de tabac et qui peut être consommé par un procédé de combustion ou de chauffage».

La Commission note que les États membres peuvent réglementer les produits à base de plantes consommés *par* un procédé de chauffage et non brûlé (parce qu'ils ne font pas partie du domaine harmonisé des «produits à base de plantes à fumer»). Toutefois, la Commission note que la manière dont les «produits à base de plantes à fumer» sont définis dans le projet notifié risque de prêter à confusion, car elle ne suit pas la distinction entre les produits à fumer *et* les produits sans combustion qui est faite dans la directive 2014/40/UE⁽²⁾ (la «directive sur les produits du tabac»). La définition ne couvre pas seulement les produits pouvant être consommés *par* un procédé de combustion et n'est donc pas tout à fait conforme à la définition de «produit à fumer à base de plantes» au sens de l'article 2, paragraphe 15, de la directive sur les produits du tabac.

Pour éviter toute confusion, les autorités lettones sont invitées à préciser dans le projet notifié que les dispositions pertinentes font référence aux produits à base de plantes chauffés «à fumer» et que ces produits ne comprennent que des produits pouvant être consommés par un procédé de combustion. Cela n'empêche pas les autorités lettones d'étendre le champ d'application matériel de leur loi concernant les produits à base de plantes sans combustion, en particulier aux produits à base de plantes chauffés qui ne peuvent pas être consommés par un procédé de combustion.

À cet égard, la Commission invite les autorités lettones à veiller à ce que, aux fins de déterminer si les produits à base de plantes sont destinés à être fumés, la présence ou l'absence d'un processus de combustion soit prise en considération.

II. AJOUT DU PARAGRAPHE 8 À L'ARTICLE 3

La Commission note en outre que le point 4 du projet notifié prévoit l'introduction du paragraphe 8 à l'article 3 dans la loi de base.

²⁾ Directive 2014/40/UE du Parlement européen et du Conseil du 3 avril 2014 relative au rapprochement des dispositions législatives, réglementaires et administratives des États membres en matière de fabrication, de présentation et de vente des produits du tabac et des produits connexes, et abrogeant la directive 2001/37/CE, JO L 127 du 29.4.2014, p. 1-38. Voir notamment l'article 2, paragraphes 5, 9 et 15.

La nouvelle disposition sera libellée comme suit:

«Il est interdit de mettre sur le marché:

(...)

8) les liquides des dispositifs électroniques pour fumer et des produits de substitution du tabac contenant des arômes, à l'exception des arômes qui produisent l'odeur ou la saveur du tabac. Les arômes autorisés qui produisent le parfum ou la saveur du tabac sont énumérés à l'annexe de la présente loi.»

Selon le message de notification, le projet notifié vise à imposer des restrictions à la mise sur le marché des liquides des dispositifs électroniques pour fumer et des produits de substitution du tabac contenant des arômes, à l'exception des arômes qui communiquent l'odeur ou le goût du tabac. Une liste des arômes autorisés produisant un parfum ou une saveur du tabac figure à l'annexe.

L'annexe prévoit une liste exhaustive de 16 arômes pouvant être ajoutés aux liquides.

La Commission note que le projet notifié régit les arômes des cigarettes électroniques et de certains produits de substitution du tabac, dont la responsabilité d'adopter des règles incombe aux États membres. La Commission souhaite attirer l'attention des autorités lettones sur le fait que la réglementation des ingrédients, notamment dans les cigarettes électroniques, est un domaine harmonisé de la directive sur les produits du tabac (voir, pour les cigarettes électroniques, en particulier l'article 20 de la directive sur les produits du tabac).

La Commission invite les autorités lettones à prendre en considération les observations ci-dessus.

La Commission rappelle par ailleurs qu'une fois le texte définitif adopté, il doit être communiqué à la Commission conformément à l'article 5, paragraphe 3, de la directive (UE) 2015/1535.

Veillez agréer, Monsieur, l'expression de ma considération distinguée.

Pour la Commission

Kerstin JORNA
Directrice générale

Direction générale du marché
intérieur, de l'industrie, de
l'entrepreneuriat et des PME